

Et le vainqueur est... Martine Aubry!

France. La procédure d'élection du nouveau premier secrétaire du Parti socialiste a été digne d'un feuilleton télévisé. Retour sur une semaine riche en rebondissements.

C'est donc la maire de Lille qui succède à François Hollande à la tête du Parti Socialiste (PS) français. Mardi 25 novembre en début de soirée, le Conseil national, sorte de «Parlement» du parti, annonce enfin son verdict. Il confirme ainsi la victoire annoncée dès vendredi dernier par les «aubrystes», peu après le vote des militants. Pour cela, le Conseil national du PS s'est basé sur le rapport que lui a transmis la «Commission de récolement». Cette commission, présidée par le jospiniste et ancien ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant, était en effet chargée d'examiner les contentieux sur le vote pour le poste de premier secrétaire. Au lieu des 42 voix d'écart avancées vendredi, l'écart entre les deux candidats s'est finalement creusé au profit de Martine Aubry à 102 voix.

Victoire à la Pyrrhus

MAIS, CET ÉCART RESTE MINIME, plaçant Martine Aubry dans une mauvaise posture au sein du PS. Même le fait qu'elle soit devenue la première femme à diriger le PS passe quasiment inaperçu, et il subsiste sur son élection un parfum de tricheries et de chicanes. Une victoire sans gloire donc.

«Depuis deux semaines, les événements du PS passent avant la crise internationale».

Tout a commencé le soir du vote des militants vendredi 21 novembre. Dès la publication des premiers résultats, les accusations de fraude fusent des deux côtés. Les électeurs du Nord auraient bourré les urnes en faveur de Martine Aubry selon les «royalistes». Ceux de Guadeloupe auraient fait de même au profit de Ségolène d'après les «aubrystes». Puis, Martine Aubry se déclare gagnante avec une avance d'à peine 42 voix. Ségolène Royal réclame aussitôt la tenue d'un nouveau scrutin. Hors de question pour Martine Aubry. La tension saisit très vite les militants, en proie au désarroi et à la colère. Une centaine d'entre eux se retrouvent dans la nuit du vendredi à samedi aux portes du siège, rue Solferino, les uns scandant «unité» pendant que les autres les traitent de «magouilleurs». Certains brandissaient des clés pour revendiquer la prise de Solferino.

Le lendemain, la maire de Lille tire la première, affichant sa victoire à l'Assemblée nationale : «Je serai le premier secrétaire de tous les militants du Parti socialiste». La présidente de Poitou-Charentes lui réplique, le soir même, dans le journal télévisé de TF1. «C'est quand même très étrange de voir une candidate à une élection s'autoproclamer élue alors même qu'il y a actuellement un certain nombre de décomptes de voix en cours». La guerre des chiffres et des commu-

niqués fait ainsi rage tout le week-end. Lundi, les royalistes assurant disposer d'éléments permettant de contester les premiers résultats, réclament un nouveau scrutin. «Qui a peur du vote des militants?», déclare Ségolène Royal sur France Inter, tandis que des menaces de recours à la justice pour faux en écriture et diffamation fusent de part et d'autre.

Finalement, une fois l'élection de Martine Aubry officialisée mardi 25 novembre par le Conseil national, Ségolène Royal appelle les militants à «l'unité» et au «rassemblement», sans évoquer d'éventuels recours en justice, mais sans reconnaître non plus explicitement la victoire de sa rivale. Elle déclare par ailleurs vouloir représenter «une force de transformation» au sein du parti. Quant à la nouvelle première secrétaire, elle tend la main à sa rivale : «Mon premier devoir, si elle accepte, est de rencontrer Ségolène Royal et de lui dire : moi, j'ai entendu comme toi ce que les militants veulent [...] nous voulons retrouver la gauche». Elle assure l'ancienne candidate à la présidentielle que «ses amis auront toute leur place» dans son équipe.

Motion impossible

MALGRÉ CES GESTES, Martine Aubry se retrouve face à une mission que d'aucuns jugent impossible : réconcilier deux camps qui sont allés très loin dans l'affrontement et l'hostilité. Car après le débat arithmétique, il faudra bien en revenir au débat politique. S'il n'y a pas de scission à l'horizon comme certains le craignaient, on peut néanmoins constater une réelle division. Le PS en sera d'autant plus difficile à gérer, même si Ségolène Royal accepte un compromis. En effet, le Conseil national, dont la composition découle du vote des motions le 6 novembre, est profondément divisé. Il compte 306 membres : 204 désignés par les délé-

Martine Aubry se retrouve face à une mission que d'aucuns jugent impossible : réconcilier deux camps qui sont allés très loin dans l'affrontement et l'hostilité.



Au lendemain de sa défaite, Ségolène Royal a fait part de sa volonté de retourner en campagne pour la présidentielle de 2012.

gués lors du congrès de Reims, et 102 premiers secrétaires fédéraux élus directement par les militants. Or, au sein de ce conseil, Ségolène Royal détient le tiers des sièges, devançant de peu la maire de Lille qui dispose, elle, du quart des sièges, presque à égalité avec Bertrand Delanoë. Suit Benoît Hamon avec le reste.

Comment ces quatre courants parviendront-ils à s'accorder ? Durant le congrès de Reims déjà, «aubrystes», «delanoïstes» et «hamonistes» n'avaient pas réussi à s'accorder sur le nom d'un candidat commun pour faire barrage à Ségolène Royal. À l'issue du congrès, face aux candidatures de Ségolène Royal, de Martine Aubry et de Benoît Hamon au poste de premier secrétaire, le camp du maire de Paris avait explosé entre anti-Royal et anti-Aubry et ce, malgré son appel à voter pour la maire de Lille. De plus, cette victoire à l'arraché de Martine Aubry laisse un goût amer aux soutiens de Ségolène Royal, ainsi qu'un profond fossé au sein du parti. Les royalistes parient d'ailleurs d'ores et déjà sur les ennuis que pourrait rencontrer la future direction de

Martine Aubry, soutenue aussi bien par les amis de Delanoë, que par les Strauss-Kahniens, Cambadellis et Moscovici, les fabiusiens ou encore les hamonistes.

Entre temps, Ségolène Royal est déjà repassée à l'offensive. Mercredi 26 novembre, au lendemain de sa défaite, elle a fait part de sa volonté de retourner en campagne pour la présidentielle de 2012 ! Dans une vidéo destinée à ses soutiens

rassemblés dans le mouvement. Désirs d'avenir, aux militants et aux sympathisants du PS, elle affiche ses nouveaux objectifs : «Nous allons continuer. Je continue plus que jamais. Je vais m'investir à fond puisque je vais avoir du temps par la force des choses. J'ai besoin de vous. J'ai besoin de vos idées parce que nous continuons. 2012 c'est bientôt, 2012 c'est demain, 2012 c'est dans trois ans, et donc, c'est dès maintenant que nous nous y mettons». A peu de choses près, cette allocution a tout d'une déclaration de candidature.

Point positif : l'affrontement Aubry-Royal a fasciné les Français, socialistes ou non, comme en atteste les scores d'audience des protagonistes. Selon le sociologue Denis Muzet, qui étudie chaque semaine les principaux sujets d'actualité qui marquent les Français, le constat est clair : «Depuis deux semaines, les événements du PS passent avant la crise». Pour ce spécialiste des médias, cette rivalité constitue «une promesse de spectacle avec Martine la ferme contre Ségolène la douce, la tradition face à la modernité». Le suspense continue.

AMINA BOUBIA